

## Questions orales

● (1530)

[Français]

**M. Fortin:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Lotbinière invoque le Règlement.

**M. Fortin:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement relativement à la réponse que vient de donner l'honorable solliciteur général. Tantôt, mon collègue de Bellechasse a posé la même question au ministre de la Justice qui lui a répondu que c'était du ressort du solliciteur général. Voilà que celui-ci répond que cela n'est pas du ressort de son ministère.

Monsieur le président, j'estime, étant donné la gravité des actes qui ont été commis autant au Nouveau-Brunswick que dans d'autres provinces, que le gouvernement, au lieu de simplement offrir sa compassion à la famille, devrait assurer intégralement l'application de la justice au Canada pour la protection de ces gens-là au lieu de se renvoyer la balle d'un banc à l'autre.

\* \* \*

[Traduction]

## LES PÉNITENCIERS

LES EXPÉRIENCES DE «THÉRAPIE D'AVERSION»—LA QUESTION DES DROITS DES DÉTENUS

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au solliciteur général s'il est au courant des expériences connues sous le nom de «thérapie d'aversion» auxquelles sont soumis les détenus du pénitencier de Kingston et, dans l'affirmative, comment les droits fondamentaux des détenus sont-ils protégés à l'occasion de ces expériences?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** J'aimerais me renseigner sur la question, monsieur l'Orateur. On m'a déjà parlé de ce projet, mais je n'en ai pas les détails à l'heure actuelle.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

ÉLEVAGE BOVIN—LES MODALITÉS D'OCTROI DE LA SUBVENTION ET DE DÉNOMBREMENT DES TROUPEAUX

**M. S. J. Korchinski (Mackenzie):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture au sujet de sa déclaration du vendredi 13 décembre. Les éleveurs de bétail devront-ils présenter des demandes avant de toucher le prix de soutien, où sera-ce automatique dans les cas où les prix étaient inférieurs aux prix de soutien qu'il a annoncés?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, ils devront présenter une demande et elle couvrira tout le bétail vendu avant la date prévue, depuis le 16 novembre et jusqu'au 30 avril. La taille du troupeau sera établie à cette date en décembre, et pas moins de 2 p. 100 et jusqu'à un maximum de 5 p. 100 des troupeaux pourront être livrés.

[M. l'Orateur.]

**M. Korchinski:** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si je devrais poser ma question supplémentaire au même ministre ou au ministre de la Justice. J'aimerais savoir quelle méthode le ministre utilisera pour déterminer le 2 p. 100 ou le 5 p. 100 de tous les troupeaux. Sera-ce suivant le système d'honneur ou y aura-t-il inspection?

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, nous demandons la collaboration des provinces et je crois que toutes celles qui ont répondu jusqu'ici entendent pleinement nous offrir leur aide et verront à obtenir des éleveurs des déclarations sous serment quant à la taille de leurs troupeaux à la date de présentation de leurs demandes.

\* \* \*

## LA FONCTION PUBLIQUE

LE GROUPE CONSULTATIF SUR LA RÉMUNÉRATION DES CADRES SUPÉRIEURS—LA DATE DE RÉCEPTION DU RAPPORT ET LA RÉDACTION DU BILL C-44

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, comme Allan Lambert, président de la banque Toronto-Dominion, préside le groupe consultatif sur la rémunération des cadres supérieurs de la Fonction publique, j'aimerais demander au président du Conseil privé si ce groupe a présenté ses recommandations au gouvernement et, dans l'affirmative, si c'était avant la rédaction du bill C-44?

**L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, j'ignore si le rapport a été présenté, et c'est justement pour cela que je puis assurer au député qu'il n'a eu aucune influence.

**M. Nystrom:** Monsieur l'Orateur, le président du Conseil du Trésor était, je crois, prêt à répondre à ma question. Peut-être pourrais-je la lui adresser. Le rapport a-t-il été présenté à son bureau, et, dans l'affirmative, quelles en sont les recommandations?

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur, mais je vais vérifier.

**M. Nystrom:** Pour que tout soit bien clair, monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au président du Conseil du Trésor s'il veut dire qu'il ignore s'il y a eu des recommandations ou si le rapport a été terminé et présenté à son bureau?

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, j'ignore si le rapport a été présenté, mais je vais vérifier.

LA POSSIBILITÉ D'UNE CONVENTION DE HUIT ANS POUR LES SYNDICATS

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Pendant que j'ai la parole, monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre à une question que m'a posée hier le chef du Nouveau parti démocratique. Si un syndicat du Canada voulait un contrat de huit ans prévoyant une augmentation de 50 p. 100, je crois que nous serions tous prêts à le signer.

Des voix: Bravo!